



Reprise du dialogue pour répondre à l'urgence salariale.

L'UNSA Fonction Publique a répondu à l'invitation du ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques, Stanislas Guérini, mardi 23 mai.

L'UNSA Fonction Publique a réitéré son opposition à la réforme des retraites. Elle appelle tous les agents publics à poursuivre la mobilisation contre cette réforme le 6 juin. Le gouvernement ne peut pas ignorer le message des agents publics, mobilisés massivement pour défendre l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans.

Le gouvernement a l'obligation d'agir pour le pouvoir d'achat des 5,5 millions d'agents publics dont il a, avec les employeurs publics, la responsabilité. L'UNSA Fonction Publique a exigé une hausse immédiate et significative de la valeur du point d'indice qui permette de compenser l'inflation et une ouverture de négociations sur la rémunération des fonctionnaires et des contractuels.

Les autres éléments de la rémunération, comme les régimes indemnitaires, doivent également être revalorisés. De plus, les frais de mission, les prestations d'action sociale, les forfaits... doivent aussi être actualisés.

Chaque jour démontre l'urgente nécessité que tous les agents publics soient couverts par un bon régime de prévoyance. Pour l'UNSA Fonction publique, le dossier PSC prévoyance ne peut plus attendre et doit aboutir avant l'été.

Le ministre a laissé entrevoir de possibles améliorations salariales pour les agents publics. Elles seraient présentées et discutées lors d'une ou plusieurs multilatérales mi-juin. Il assure, par ailleurs, vouloir aboutir sur la prévoyance mi-juillet. Pour l'UNSA Fonction Publique, la concrétisation de ces engagements sera déterminante.

Bagnolet, le 24 mai 2023

Luc Farré - Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique